



Rue Ahumada en 1910 et... en 2010

La Lettre du Chili

N° 100 – Juin 2010

© 2010 – Ubifrance et les Missions Économiques

Prestation réalisée sous système de management de la qualité certifié AFAQ ISO 9001-2008

Sommaire	SITUATION DE L'ÉCONOMIE CHILIENNE, 3 MOIS APRES LE SEISME
<p>Editorial</p>	<p>I. <u>Les perspectives économiques et financières sur 2010-2011 restent bonnes</u></p> <p>A- <u>Impact sur l'économie chilienne du tremblement de terre</u></p>
<p>Situation de l'économie chilienne, 3 mois après le séisme p.1</p>	<p>Les trois régions du centre du Chili (Maule, Bio Bio et Libertador) où se trouve l'épicentre du tremblement de terre représentent 16% du PIB (contre 43% pour la seule agglomération de Santiago), 1/5^e de l'emploi, 9% de la production, 13% des exportations et 10% des crédits bancaires. Les secteurs les plus touchés ont été surtout les activités liées à la pêche, la forêt et la viticulture, ainsi que la construction navale et la cellulose. Le secteur minier, particulièrement le cuivre (le Chili représente 39% des réserves du « métal rouge » et 35% de la production mondiale), situé dans le nord, n'a pas été atteint.</p>
<p>Actualité Economique</p> <p>Tableau de bord p.5</p>	<p>Selon une étude récente de la Banque Centrale, le séisme, qui va « coûter » 1 à 1,5 point de croissance, a détruit 3% du stock total de capital (stock évalué à 675 Mds USD en valeur brute et à 435 Mds USD en valeur nette) : 35% dans l'immobilier résidentiel, 17% en équipements productifs et 48% en infrastructures, hôpitaux et écoles. Le coût de la reconstruction, en valeur de remplacement du capital détruit, est estimé à 20,94 Mds USD soit 13% du PIB 2009, se répartissant à parts égales entre le secteur public (10,58 Mds USD) et le secteur privé (10,36 Mds USD). Les principaux domaines concernés sont le secteur industriel, commercial et de la pêche (5,3 Mds USD), le logement (3,9 Mds USD), l'éducation (3 Mds USD), la santé (2,7 Mds USD), l'énergie (1,6 Md USD), les travaux publics (1,5 Md USD), l'agriculture (0,6Md USD) et les transports et télécommunications (0,5 Md USD).</p>
<p>Vous êtes les lecteurs de notre 100^e « Lettre du Chili » ! p.6</p>	<p>Le « coût total » estimé des dommages occasionnés par le séisme du 27 février dernier de 29,67 Mds USD, annoncé par le gouvernement, ajoute à ces 20,94 Mds USD de pertes directes en capital (pertes en infrastructures), 7,61 Mds USD au titre d'une moindre croissance économique (pertes en PIB) et 1,12 Md USD pour le ramassage des décombres et autres coûts divers. Représentant plus de 4% du PIB, le manque à gagner apparaît cependant surévalué, notamment pour les experts privés, qui l'estiment à 1% à 1,5% du PIB.</p>
<p>Actualité Sectorielle</p> <p>Mine</p> <p>D'une richesse à une autre : Salpêtre 1910- Cuivre 2010.....p.6</p>	<p>B- <u>Maintien de bonnes perspectives économiques et financières</u></p> <p>Une faible révision à la baisse (-0,25%) de la croissance du PIB sur 2010, compensée par une augmentation d'un point en 2011 (autour de 5,5%).</p>
<p>BTP-Transports</p> <p>Les funiculaires de Valparaíso : des travaux devenus urgents p.7</p>	<p>Les dernières estimations de la Banque Centrale de mai 2010, prévoient une croissance du PIB comprise dans une fourchette de 4,25-5,25% (au lieu de 4,5-5,5% avant le tremblement de terre). Le consensus des experts du secteur privé annonce 4,6%. Par contre, compte-tenu de l'impact de la reconstruction, les estimations ont été révisées à la hausse pour 2011 avec +5,5% de croissance estimée. Avec une récession finalement limitée à -1,5% en 2009, le PIB chilien avait atteint alors 165 Mds USD (190 Mds USD prévus en 2010), soit 10 000 USD par habitant et 14 400 USD en parité de pouvoir d'achat, soit le plus élevé d'Amérique latine. La croissance du 1^{er} trimestre 2010 n'a été que de 1% en</p>
<p>Agro-alimentaire</p> <p>L'agriculture chilienne en 1910, comparée à celle de 2010 p.7</p>	
<p>Brève</p> <p>Appel d'offres pour un sismographe de pointe p.10</p>	
<p>Agenda et Programmation p.10</p>	



raison de l'effet du tremblement de terre en mars (-2,8% pour le PIB, -17,4% pour la production industrielle), alors que la situation retournait à la normale dès avril 2010. Au total une réduction de la croissance anticipée (de +3% du PIB au premier trimestre et de +2% du PIB au second) devrait être compensée par un net rebond au second semestre (de l'ordre de +6%), lié à la reconstruction. Pour sa part, le chômage devrait revenir autour de 9% de la population active.

C'est la demande interne (+12,4%), particulièrement l'investissement (+14,8% contre -15,3% en 2009) et la consommation des ménages (+5,7% au lieu de +0,9% en 2009), alimentés par la croissance du crédit (+10%), qui dynamisent la croissance, plus que les exportations (+3,6% contre +5,4% anticipés et, il est vrai -5,6% en 2009), touchées par les destructions (viniculture, cellulose, pêche notamment). Par ailleurs du fait de la reconstruction et des dégâts subis par certaines industries nationales (verre par exemple), les importations devraient augmenter fortement cette année (de +22,1% au lieu de +14,3% initialement prévu, contre -14,3% en 2009).

Une aggravation, mais contenue, de l'inflation et une détérioration des comptes externes limitées.

Du fait du retour de croissance et de la reconstruction, l'inflation, après avoir été négative fin 2009 (-1,5%), devrait se situer en 2010 entre 3 et 4% (3,7% selon la Banque Centrale), donc dans la cible fixée par cette dernière (entre 3 et 5%), et atteindre 3% en 2011. Pour se conformer aux recommandations de l'OCDE, le Chili vient d'ailleurs d'élargir la base territoriale du calcul de l'inflation du grand Santiago à l'ensemble du pays. A noter que sur les récents mois, le rebond de l'inflation s'explique, comme dans d'autres pays, par la hausse des produits alimentaires, alors que l'inflation sous jacente demeure limitée.

Dans ce contexte d'inflation limitée et du fait des besoins de la reconstruction, la Banque Centrale a laissé mi-mai son taux plancher inchangé historiquement bas (+0,5%), tout en précisant qu'elle envisageait de le remonter progressivement à 2,5% avant la fin de 2010.

Suite au « boom » des importations, le solde commercial traditionnellement excédentaire devrait être ramené à 9 Mds USD, soit 4,8% du PIB (contre 13,9 Mds USD d'excédent commercial en 2009). Par ailleurs, du fait d'un traditionnel déficit de la balance des services (1,1% du PIB) et surtout des revenus (plus de 5% du PIB), liés au transferts de bénéfices des entreprises multinationales, en particulier dans le secteur minier, la balance des paiements courants devrait renouer avec un léger déficit (2Mds USD, soit 1,1% du PIB, au lieu de +2,6% du PIB en 2009 mais contre -1,5% du PIB en 2008).

C- Une position externe très favorable

La dette extérieure (publique et privée) du Chili ne représentait en 2009 que 45,3% du PIB, soit 74,7 Mds USD. Plus précisément, la dette extérieure publique ne représente que 8,6% du PIB (14,1 Md USD), alors que celle privée est de 36,7% du PIB (60,6 Mds USD).

Le flux d'IDE au Chili, estimé à 5 Mds USD en 2010 devrait couvrir sans problème le déficit courant. Pour mémoire, le Chili dispose d'un stock de l'ordre de 48 Mds USD d'investissements à l'étranger, concentré en Argentine, au Brésil, au Pérou et en Colombie.

Enfin, **début mai 2010, la Banque Centrale avait accumulé un montant de réserves record de 25,7 Mds USD** (soit 6,3 mois d'importation). Le peso chilien après s'être apprécié en 2009 (506 pesos pour 1 USD fin 2009 soit +25% par rapport à la fin 2008), s'est déprécié de 6% pendant les premiers mois de 2010.

L'Etat chilien bénéficie donc d'une excellente notation (A 1) pour ses émissions souveraines (la dernière à l'international remontant à 7 ans). Le risque pays, à la mi-mai 2010 a été ramené à 138 points de base (contre 235 pour le



Brésil, 754 pour l'Argentine...) : le Chili pourrait donc émettre dans de bonnes conditions (avec un taux d'intérêt de 3 à 4 % pour un bon à 10 ans). En ce qui concerne la gestion de la dette externe, deux échéances seulement sont à prévoir : 700 M USD en 2010, 500 M USD en 2012.

II. Le choix des modes de financement pour la reconstruction reste ouvert

A- Le tremblement de terre a transformé les priorités d'un gouvernement qui n'a pas encore complètement fait ses choix économiques

Le nouveau gouvernement de centre droit du Président Piñera qui a pris ses fonctions le 11 mars 2010 peu après le séisme du 27 février dernier, avait fait campagne sur le thème du changement, de la réforme de l'Etat (avec une réduction du rythme des dépenses publiques de 10% à 4% par an et une amélioration de l'évaluation des programmes publics), **et des réformes structurelles**, sur la base du rapport préalable à son admission (en janvier dernier) à l'OCDE (amélioration du système éducatif, plus grande flexibilité du travail, amélioration de la productivité et mesures en faveur des PME notamment). Une telle politique devait conduire à une croissance de l'ordre de 6% et à la création d'un million d'emplois sur 4 ans (2010-2014) avec une augmentation de l'investissement de 22% à 28% du PIB.

Si ces objectifs ont été réaffirmés par le Président Piñera, même tout récemment, force est de constater que la priorité est donnée à la reconstruction, dans laquelle l'Etat joue son rôle, avec un paquet fiscal de 3,2 Mds USD sur 4 ans présenté le 5 mai 2010, qui s'ajoute à celui du 22 avril 2010, de 2,5 Mds sur 4 ans, au bénéfice des PME (740 000 PME sont recensées au Chili qui représentent 80% des emplois du pays), dont 180 M USD au bénéfice des 20 000 PME particulièrement touchées par le séisme.

Le poids des dépenses publiques avait été limité jusqu'en 2007 à 19% du PIB. Il n'avait atteint 24,4 % en 2009 qu'avec la crise et le lancement en janvier 2009 d'un plan contra-cyclique de 4 Mds USD (2,8% du PIB). Une partie non négligeable de la coalition de centre droit pour le changement ne reste pas moins opposée à l'augmentation, même transitoire, de la fiscalité et du rôle renforcé de l'Etat. En sens inverse, la coalition au pouvoir, qui dispose d'une très courte majorité à la Chambre et n'en a pas au Sénat, devra s'entendre avec l'opposition pour faire passer le paquet fiscal. En tout état de cause, le déficit budgétaire, certes moins élevé qu'en 2009 (4,3% du PIB), a été révisé à la hausse à 2,4% du PIB sur 2010 (et 1,1% prévu en 2011) ; le déficit structurel devrait atteindre 1,8% sur 2010-2011, alors même qu'il était prévu neutre avant le séisme.

Alors que les décisions économiques et financières, étaient précédemment l'apanage de M. Velasco, Ministre des Finances, sous l'autorité de Mme Bachelet, **le Président Piñera devra lui, pour le financement de la reconstruction, arbitrer entre son Ministre des Finances, le Ministre de l'Économie**, sans compter le Secrétaire général du gouvernement, ou les Ministres de l'Intérieur et de la Santé.

Concernant le choix des différents modes de financement, et au-delà du coût du financement (taux d'intérêt), leur impact en termes d'inflation et sur le taux de change devra être considéré.

B- Un large éventail de modes de financement pour faire face aux destructions (près de 21 Mds USD)

Des sources de financement privées et publiques

Les assurances (5 Mds USD) : une partie des biens et infrastructures étaient assurés, à concurrence de 75% pour le secteur privé et de 25% pour le secteur public. Le réseau privé d'autoroutes était par exemple en concession avec un système d'assurances.



Les donations du secteur privé réalisées dans le cadre de la reconstruction, qui pourraient bénéficier d'avantages fiscaux (155 M USD attendus).

Le « paquet fiscal », à l'approbation du Congrès, avec des recettes supplémentaires attendues de 3,2 Mds USD sur 2010 -2014, comprenant :

- une hausse temporaire (2010-2011) de l'impôt sur les bénéfices des grandes entreprises et de l'impôt sur les biens immobiliers de luxe. Ces mesures devraient apporter 1,5 Md USD de recettes supplémentaires.
- l'augmentation (sur une base permanente) de l'impôt sur les tabacs, et la réduction (également définitive) de moitié de l'impôt sur le crédit (impôt de timbre) pour les PME...
- une augmentation temporaire (2011-2012) des « royalties » payées par les entreprises minières de 3,5% à 9% qui devrait fournir 700 M USD de recettes supplémentaires, et la modification de la loi (suggérée par l'OCDE, mais non encore concrétisée) qui actuellement prévoit que 10% des recettes du cuivre sont réservées au financement des forces armées.

Réaffectation des dépenses au bénéfice des trois régions sinistrées pour 730 M USD, soit 3% des dépenses de l'Etat.

La vente d'actifs « non stratégiques » détenus par l'Etat (Aguas Andinas, Edelnor devenue E-CL...), un moment envisagée, ne sont plus d'actualité : les règles de l'OCDE empêcheraient de les affecter, au moins directement, au Budget de l'Etat.

Quel financement pour le restant ?

Une solution semble en principe écartée : le recours aux institutions financières internationales, dont les taux d'intérêt sont jugés trop élevés, alors même que le Chili dispose d'un risque pays très bas sur les marchés internationaux. La récente ligne de crédit octroyée par la CAF (Corporacion Andina de Fomento), de 3,3 Mds USD, devrait être peu utilisée. Pour sa part, la BID, la principale des IFIS présente au Chili avec 500 M USD d'encours, se limite au financement des réformes structurelles (système des retraites en particulier) et attend toujours des autorités chiliennes, le feu vert pour lancer un programme d'aide à la décentralisation destiné aux Municipalités chiliennes (ligne de 104 M USD).

Une solution apparaît plus raisonnable mais non optimale : l'utilisation du fonds de stabilisation économique et sociale (FEES) de 12,7 Mds USD. Doté de 19 Mds USD au début 2009 et évalué à 11,3 Mds fin 2009, ce fonds a été largement mis à contribution pour dynamiser l'économie chilienne en 2009. Les autorités ont déjà annoncé qu'elles en feraient un usage « modéré et responsable » : destiné en effet à la relance (dans le cadre d'une politique contracyclique), ce fonds se justifie moins pour la reconstruction, alors même que la croissance dépassera 4% en 2010. De plus, conservés en devises étrangères, ses avoirs, convertis en pesos, viennent gonfler la masse monétaire et peser sur le cours du peso. Enfin, on voit mal comment on pourra reconstituer ce fonds, au moins à court terme, dans un contexte de déficit budgétaire structurel.

L'émission d'emprunts sur le marché international (pour 1,5 Md USD) semble envisagée. Fortes de la qualité de la signature chilienne, les autorités ont annoncé qu'elles pourraient être amenées, pour la première fois depuis sept ans, à émettre sur les marchés internationaux, d'une part un bon de 1 Md USD et d'autre part un bon de 500 M USD en pesos chiliens, indexés sur le dollar. La capacité d'endettement déjà approuvée par la loi de finances 2010, à concurrence de 7,8 Mds USD laisse une marge puisque, seuls 3 Mds USD de dette interne en « roll over » sont pour l'instant prévus.

Philippe Cristelli (Conseiller Financier Buenos Aires) – Xavier Fraval de Coatparquet (Adjoint Santiago)



Actualité Economique

Tableau de bord

Actualisation des données par

monica.gimpel@dgtrésor.gouv.fr

Revu par

xavier.fravaldecoatparquet@dgtrésor.gouv.fr

Population du Chili : 16,9 millions

Principaux clients du Chili 2009

(exportations en millions USD - FAB)

	Pays	En Millions USD	Part de marché (en %)
1	Chine	12 308,8	23,2
2	Etats-Unis	5 939,4	11,2
3	Japon	4 829,5	9,1
4	Corée du Sud	3 084,5	5,8
5	Brésil	2 710,3	5,1
6	Pays Bas	2 030,3	3,8
7	Mexique	1 430,5	2,7
8	Italie	1 412,4	2,6
9	Taiwan	1 403,0	2,6
10	Pérou	1 351,1	2,5
11	France	1 232,2	2,3
12	Canada	1 191,3	2,2
13	Allemagne	1 111,5	2,1
14	Bolivie	1 100,4	2,1
15	Espagne	1 086,6	2,0
15	Inde	1 025,5	1,9
6	Total	53 024,1	100

Principaux fournisseurs du Chili 2009

(importations en millions USD - FAB)

	Pays	En Millions USD	Part de marché (en %)
1	Etats-Unis	7 228,1	18,2
2	Chine	5 559,9	14,0
3	Argentine	4 291,3	10,8
4	Brésil	2 699,3	6,8
5	Corée du Sud	2 087,0	5,3
6	Allemagne	1 492,7	3,8
7	Japon	1 467,4	3,7
8	Colombie	1 284,5	3,2
9	Mexique	1 164,9	2,9
10	Royaume Uni	1 001,0	2,5
11	Espagne	989,9	2,5
12	Equateur	894,8	2,3
13	Italie	720,0	1,8
14	Pérou	705,5	1,8
15	Canada	697,8	1,7
16	France	625,6	1,6
	Total	39 707,9	100

Source: Banque Centrale du Chili

	2006	2007	2008	2009
Evolution du PIB en volume (%)	+4,0	+4,7	+3,2	-1,5
PIB en Milliards USD	147	164	170	165
PIB par habitant en USD	9 100	9 800	10 188	9 672
PIB en ppa par habitant en USD	12 751	14 441	13 885	14 341
Taux de chômage moyen (%)	7,8	7,1	7,8	9,7
L'inflation (glissement annuel en %)	3,4	4,4	7,1	-1,4
Taux de change (dollar en pesos, moyenne/an)	530,2	522,4	522,4	559,61
Prix moyen du cuivre (en cents / livre)	305	323	370	234
Commerce extérieur (en M USD)				
- Exportations (Fob)	57 626	67 644	67 800	53 024
- Importations (Fob)	34 914	43 991	57 610	42 377
- Solde	+22 711	+23 653	+10 200	+13 981
Paiements courants (solde - en M USD)				
- Montant	6 838,2	7 199,7	-3 439,6	Nd
- % PIB	+4,7	+4,4	-2,6	Nd
Investissements directs (flux - en M USD)				
- Etrangers au Chili	8 043	7 340	6 620	5 082
- Chiliens à l'étranger	5 778	3 830	3 672	1 147
- Solde	+2 265	+3 510	+2 948	+3 935
Dette extérieure (fin de période - M USD)				
- Publique	11 445	12 521	12 126	14 134
- Privée	38 052	43 150	52 642	60 597
- Totale	49 497	55 671	64 768	74 731
	2^{ème} Trim 09	3^{ème} Trim 09	4^{ème} Trim 09	1^{er} Trim 10
Evolution du PIB (en un an - en %)	-4,7	-1,6	2,1	1,0
	Janvier 10	Février 10	Mars 10	Avril 10
Evolution de l'activité (en 1 an)				
- Indic. Mens. Act. Eco	10,6	-0,9	-6,9	Nd
Situation de l'Emploi				
- Taux de chômage	8,7	8,5	Nd	Nd
Evolution des prix				
- IPC (base 100 déc. 2008)	100,03	100,31	100,39	100,86
- Par rapport au mois précédent (%)	0,5	0,3	0,1	0,5
- Au cours des 12 derniers mois (%)	-1,3	0,3	0,3	0,9
- U.F. (en fin de mois, en pesos)	20 867,88	20 920,36	20 998,52	21 031,50
Monnaie				
- Valeur moy. nominale du dollar	500,66	532,56	523,16	520,62
Taux d'intérêt				
- Taux d'intervention de la BC	0,50	0,50	0,50	0,50
- Taux bancaire moyen	2,24	0,34	0,04	0,05
La Bourse - IPSA en fin de mois				
Base 1000 au 30/12/2002	3 808,96	3 803,73	3 698,3	3 778,79
Le commerce extérieur (en M USD)				
- Solde mensuel balance commerciale (X Fob - I Fob)	2 069,4	1 290,8	1 318,5	1 362,0
- Solde cumulé	2 069,4	3 360,2	4 678,7	6 040,7
Réserves Internationales (en M USD)				
- Stock en fin de mois	24 945,7	24 921,7	25 631,0	25 523,3



Vous êtes les lecteurs de notre 100^e « Lettre du Chili » !



Plaza Italia en 1910



Plaza Italia en 2010

Double anniversaire : nous publions notre 100^e Lettre du Chili et c'est cette année que l'on célèbre le bicentenaire du Chili !

A partir de cette Lettre et pour quelques mois, nous publierons une série d'articles dans lesquels vous pourrez apprécier le Chili de 1910 comparé à celui de 2010 dans différents secteurs d'activité.

Nous vous souhaitons de bonnes lectures dans le temps qui vous permettront de mesurer la rapide évolution du Chili et de son économie !

Mine

D'une richesse à une autre : Salpêtre 1910 - Cuivre 2010

Auteur

monica.gimpel@dgtresor.gouv.fr

Revu par

xavier.fravaldecoatparquet@dgtresor.gouv.fr

2 débouchés du salpêtre :

- **Fertilisant**
- **Poudre explosive**

Le salpêtre vers 1910	
Production TM	2 465 415
Exportation TM	2 335 941
Prix Tonne (£)	7,8
Exportations en valeur (£)	18 220 340
Exportations en valeur (Peso Oro 10,75d)	406 779 679
Coût de production (1982 £/tonne)	2,5
Prix fret (£/tonne)	2,17
Impôt à l'Etat (£/tonne)	2,5
Impôt salpêtre annuel (Peso Oro 10,75d)	130 378 102,3
Impôt salpêtre annuel (£)	5 839 852,5
% participation salpêtre dans les exportations	76,3%
% participation salpêtre dans les impôts	48,5%
Force de travail	43 523

Source : *Chile em cuatro momentos « El Mercurio »*



Extraction du salpêtre en plein désert d'Atacama - 1910



Le salpêtre, « l'or blanc » du Chili jusqu'au début des années 1930...

A partir du début du 19^e siècle et jusqu'au début des années 1930, le salpêtre devint la principale activité et richesse économique du Chili, utilisé comme fertilisant et explosif. La production se concentrait dans l'actuelle I^{ère} et II^{ème} région, territoires (autrefois péruviens et boliviens) alors gagnés au cours de la Guerre du Pacifique (1879-1883).

L'activité florissante liée à l'exploitation et la commercialisation du salpêtre fut à l'origine du retour au pays d'une main d'œuvre chilienne qui avait quitté initialement le Chili pour des raisons économiques. Cette exploitation fut à l'origine de très importantes entrées fiscales (garantissant près de 50% des recettes courantes de l'Etat), utilisées en particulier pour la construction et la modernisation des infrastructures du pays, notamment routières et ferroviaires. Ainsi, en 1910, EFE (« la SNCF chilienne ») administrait 5 338 kms de voies ferrées et les entreprises ferroviaires privées en géraient 4 815 kms, avec un réseau ferroviaire qui s'étendait de Tacna (actuellement au Pérou) à Puerto Montt (à titre d'information le réseau ferroviaire actuel est d'environ 2 140 kms qui s'étend de la V^{ème} région à la X^{ème} région (pour le passer le service ne fonctionne qu'entre Santiago et Chillan (VIII^{ème} région)).

En 1910, les recettes annuelles fiscales du salpêtre représentaient l'équivalent aujourd'hui de plus de 37 Mds USD, soit une ressource très importante dans un pays dont le développement économique était alors naissant. A cette époque, les ventes de salpêtre étaient en croissance de plus 6% par an et représentaient 30% du PIB et 76 % des exportations totales du Chili

L'industrie du salpêtre employait 44 000 travailleurs, soit 2,9 % de la population active. Le déclin de cette industrie commence avec la crise financière de 1929 et la découverte de méthodes alternatives pour synthétiser l'azote utilisé dans la fabrication de fertilisants.

...remplacé au 20^e siècle par le cuivre, « l'or rouge » du Chili

En 1910, le cuivre ne représentait que 10% des exportations totales du Chili. Mais de nouvelles technologies sont ensuite entrées progressivement en vigueur permettant un traitement plus optimal et rentable de la principale mine de cuivre de l'époque, celle d'El Teniente, suivie de l'exploitation naissante de celle à ciel ouvert de Chuquicamata (1915).

Aujourd'hui, « l'or rouge » a remplacé « l'or blanc ». Les revenus perçus par



Extraction du cuivre à Calama - 2010

L'Etat chilien des « royalties » des mines privées atteignent 650 MUSD en moyenne (depuis 2005) par an et Codelco, premier producteur mondial de cuivre et qui réalise un quart de la production nationale de cuivre, a connu des profits records en 2007 (8,5 Mds USD) et 2008 (8,4 Mds USD). Le cuivre contribue à hauteur de 40% au budget de l'état et représente 5,3% du PIB et plus de 50% des exportations chiliennes.

Enfin, l'industrie minière, très automatisée, emploi actuellement environ 40 000 personnes, soit 1,8% de la population active chilienne.

BTP Transports

Les funiculaires de Valparaíso : des travaux devenus urgents

Auteur

patricia.aravena@dgtresor.gouv.fr

Revu par

xavier.fravaldecoatparquet@dgtresor.gouv.fr



Funiculaires à Valparaíso



Valparaíso, déclarée en 2003, ville Patrimoine de l'Humanité par l'UNESCO, est le premier port de voyageurs du Chili et le second après San Antonio pour les marchandises. Dominée par quarante quatre collines, la baie de Valparaíso forme un spectacle naturel donnant sur l'océan Pacifique.

Il y a 5 ans, quinze ascenseurs donnaient encore accès aux quartiers de la ville haute. Aujourd'hui, huit seulement sont en fonctionnement. Deux ascenseurs, « Larraín » (1909) et « Cordillera » (1887), ont arrêté de fonctionner la veille de la fête du patrimoine au Chili, le 30 mai dernier. Pour la plupart, il s'agit d'équipements qui remontent à la fin du XIX^{ème} siècle.

Sur les huit ascenseurs qui restent en fonctionnement, trois sont privés : Espíritu Santo (1911), Concepción (1883) et Artillería (1912) et trois autres appartiennent à la Municipalité : El Peral (1902), Reina Victoria (1902) y Polanco (1915). Les deux autres ascenseurs municipaux Barón (1906) et San Agustín (1913) doivent sous peu être arrêtés pour réparation d'ici la fin de cette année.

Face à cette situation, la Municipalité de Valparaíso, le gouvernement régional (GORE) et la Compagnie d'Ascenseurs de Valparaíso comptent à présent relancer leur fonctionnement et leur remise en état via des partenariats public-privés. Il s'agit d'un moyen de transport à fort potentiel touristique, qui fait partie intégrante de la culture et de l'image de Valparaíso.

Selon un rapport de l'Université Federico Santa María en 2010, la réhabilitation de douze ascenseurs étudiés se chiffrait à 9,4 MUSD.

Agro-alimentaire

L'agriculture chilienne en 1910, comparée à celle de 2010

Auteur

maria-eugenia.zambrano@dgtresor.gouv.fr

Revu par

xavier.fravaldecoatparquet@dgtresor.gouv.fr

L'agriculture en 1910 : une production traditionnelle avec des agriculteurs endettés

En 1910, la superficie cultivée du Chili était de 1,233 millions d'hectares, correspondant seulement à 1,6% de la superficie totale du pays. La culture traditionnelle était composée de céréales, notamment de maïs, orge et luzerne. La production totale s'élevait à 8 millions de quintaux (~800.000 tonnes). La production légumineuse était également assez importante.

Le panorama général de l'agriculture chilienne de l'époque n'était pas très flatteur, notamment comparé à l'essor de l'activité minière liée au salpêtre (Cf. article plus haut). L'agriculture représentait une grande partie de la dette privée du pays et le monde agricole était largement endetté, sachant que 80% des propriétés étaient hypothéquées. L'agriculture n'a pas bénéficié à cette époque de nouveaux investissements qui auraient pu participer à sa mutation et sa modernisation ; nombreux ont été alors les ouvriers agricoles à délaisser les exploitations pour commencer à migrer vers les villes minières du nord du Chili.



L'industrie vitivinicole chilienne à ses débuts

Selon certaines chroniques historiques, c'est en 1548 que les premiers cépages de vignes auraient été plantés au Chili par les missionnaires espagnols. Cependant, c'est à partir de 1850 que l'industrie vitivinicole commence son développement, avec la plantation de plusieurs variétés de cépages français ramenés par les grandes familles chiliennes (Ochagavía, Urmenta, Errázuriz entre autres). C'est à cette époque que naissent certains des grands domaines que nous connaissons aujourd'hui : Carmen, Concha y Toro, Santa Rita, Santa Carolina dans la Vallée de Maipo et Errázuriz dans l'Aconcagua. En 1910, 27% des cépages sont d'origine française.

Répartition des cépages en 1910	
Cépages français	12.170,64 hectares plantés
Cépages chiliens	44.610,65 hectares plantés

Production en 1910	
Vins	143.829.346 litres
«Chichas»	26.701.395 litres
«Chacolies» (vins de table)	25.907.239 litres
Eau de vie	1.763.337 litres

Source : *Chile en cuatro momentos. Publication El Mercurio*

En 1910, toute la production de vins est destinée au marché national. La consommation par personne était environ 60 litres p/an.

L'élevage au début du 20^e siècle : une industrie naissante

Les bonnes conditions géographiques du territoire expliquent le développement croissant du secteur de l'élevage au Chili. Ovins et bovins sont alors les principaux animaux élevés. Le climat froid et humide de la région de Magellan, est très favorable pour développer l'élevage ovin (45% du cheptel se trouve dans cette région) destiné à la production de la laine qui est principalement exportée au Royaume-Uni. La filière bovine compte en 1910 plus de 2,6 millions de têtes. La production de viande n'est pas encore professionnalisée, elle reste insuffisante pour la population chilienne et la viande est alors importée depuis l'Argentine. Par ailleurs, l'importation des reproducteurs de races laitières permet au début du 19^{ème} siècle le développement d'une filière laitière.

Le cheptel chilien en 1910 (en nombre de têtes)	
Ovins	4.168.572
Bovins	2.674.660
Equins	609.509
Caprins	273.218
Porcins	165.673
Mules	41.914
Anes	33.392

Production des produits de l'élevage en 1910	
Laine	4.255.000 kg
Lait	126.131.130 lts.
Fromage	1.607.102 kg
Beurre	614.514 kg
Viande bovine	37.028 tonnes

Source : *Chile en cuatro momentos. Publication El Mercurio*



L'agriculture en 2010 : vers une puissance agroalimentaire mondiale

Secteur clé dans l'économie du pays, l'agriculture emploie aujourd'hui 17% de la population active et représente 23% des exportations totales du Chili. Il existe environ 4 000 entreprises dans l'agro-industrie et un tissu important de PME.

Le Chili se place au 17^{ème} rang mondial des pays exportateurs de produits alimentaires avec comme objectif de faire partie des 10 premiers pays producteurs mondiaux d'ici 2017, avec un soutien fort du gouvernement pour consolider ce pays comme une grande puissance agroalimentaire. Le Chili a exporté en 2008, 12,5 Mds USD de produits alimentaires (+19,7% / 2007).



Viña San Pedro 1910

Les grandes filières actuelles des industries agricoles et agro-alimentaires

Fruits frais

En ce qui concerne les fruits et légumes frais, le Chili est le premier exportateur de l'hémisphère sud pour les raisins de table, les pommes, les avocats, les airelles et les cerises et le deuxième exportateur pour les poires et les kiwis.

Malgré la crise économique et financière internationale, les exportations des fruits frais ont connu en 2009 une légère augmentation de 0,4%. Le total exporté en volume a été de 2.357.385 tonnes en 2009, correspondant à 3,1 Mds d'USD.

Le Chili cherche aujourd'hui à se positionner (en important techniques et équipements étrangers), comme exportateur de fruits et légumes transformés, comme les produits congelés, les conserves, les jus, ainsi que les produits déshydratés.

Produits laitiers et de l'élevage

4,5 millions de têtes bovines, 3,4 millions de porcines. Il existe un programme public d'amélioration de la génétique bovine et ovine, avec l'objectif de faire du pays une puissance alimentaire de premier plan. Le Chili a exporté en 2009, 260 MUSD de viande de volaille (+20%/2008) et 369 MUSD de viande de porc (+8%/2008).

Pêche et aquaculture

Deuxième producteur de farine de poisson (après le Pérou), les exportations en volume sont passées de 484.582 tonnes en 2008 à 609.377.037 tonnes en 2009 (+25,7%). Elles ont augmenté en valeur de 22,5%, passant de 499 MUSD en 2008 à 612 MUSD en 2009.

Deuxième exportateur de saumon (après la Norvège), les exportations chiliennes n'ont cessé d'augmenter (2,4 Mds USD, +7%/2007) jusqu'en 2008, année où le virus ISA a commencé à contaminer de nombreux sites de production de saumons et freiner drastiquement la production. En 2009, les exportations de saumons ont diminué de 12% en valeur et de 17% en volume par rapport à 2008 (2,4 Mds USD en 2008 contre 2,1 Mds USD en 2009).



Viña San Pedro 2010

Vitiviniculture

Profitant du bon état phytosanitaire, exempt, à ce jour du phylloxera, et d'un environnement climatique et géographique favorable, le vignoble chilien se développe fortement depuis les années 1980 et arrive à imposer, par sa qualité et son prix, ses vins sur les marchés internationaux.

Le Chili est le 10^{ème} producteur et le 5^{ème} exportateur mondial de vins, avec une augmentation de la superficie de ses vignobles de 70% depuis l'année 2000 et une hausse de la production de vins de plus de 50% depuis 2002.

- Superficies dédiées à la vinification : 117 559 ha (+0,7%/2007)
- Production : 9,8 M hl (+13,6%/2008)
- Exportations : 1,4 Mds USD (+0,4%/2008), avec la Grande Bretagne et les Etats-Unis comme 2 premiers pays clients (35% des exportations de vin en valeur en 2009).



Brève

Auteur

capucine.bardet@dgtrésor.gouv.fr

Revu par

xavier.fravaldecoatparquet@dgtrésor.gouv.fr

L'appel d'offres concernant le système sismologique devrait être publié sur le site : www.mercadopublico.cl dans le courant du mois de juin.

Pour toute informations complémentaires, n'hésitez pas à nous contacter !

ONEMI : « Oficina nacional de emergencia del ministerio de interior » (www.onemi.cl) – Bureau national d'urgence du ministère de l'intérieur. Bureau qui dépend du Ministère de l'Intérieur créé dans le but de gérer les situations de crises et d'urgences qui affecteraient le Chili (après un séisme par exemple)

Appel d'offres pour un sismographe de pointe

L'appel d'offres international concernant l'achat d'un nouveau système sismographique pour le Chili a été rédigé et transmis en janvier 2010 aux autorités financières pour son approbation, celui-ci devrait être publié dans les prochaines semaines.

Des montants importants

En 2007, le gouvernement a donné son accord pour transférer 18 MUSD à l'Institut Sismologique pour l'achat d'un système sismologique de pointe. Ce montant a été divisé en trois parts : la première correspond aux outils et à l'entretien du système, la seconde aux ordinateurs et la dernière aux équipements et à leur installation. En aout 2009, après de longues procédures administratives, l'Université du Chili a reçu le première somme correspondante à 6 MUSD. Le directeur du Service de sismologie de l'Université du Chili, estime que 70% du nouveau réseau sismologique devrait être en fonctionnement d'ici fin 2010 - début 2011 et les 30% restant, qui correspondent à l'installation des équipements dans les zones les moins accessibles, en 2012.

Quelques informations sur le nouveau système

Ce nouveau système pourra fonctionner sur batterie d'urgence et panneaux solaires, afin d'éviter une situation similaire à celle du 27 février dernier où en raison des coupures d'électricité, l'épicentre du tremblement n'a pu être identifié que deux heures après les faits.

Le nouveau réseau comprendra 65 stations réparties sur tous le pays et trois technologies différentes, en plus de GPS sophistiqués de très hautes résolutions. Les stations enverront finalement les informations en temps réel, alors qu'aujourd'hui ces informations mettent environ trente minutes pour arriver aux autorités de l'ONEMI.

Agenda

NOUVEAU

Disponible en ligne « L'essentiel d'un marché » (Chili) - 23,70 € HT

Egalement

« S'implanter au Chili » - 65,40 € HT

Pour de plus amples informations sur les prestations du SE santiago@dgtppe.fr

Mission collective UBIFRANCE – Service Economique (20-23 juillet 2010)

Contacts :

natalie.verne@ubifrance.fr

xavier.fravaldecoatparquet@dgtrésor.gouv.fr

Programmation et opérations collectives à venir

Prestations proposées par le Service Économique

Si vous souhaitez approfondir votre connaissance du marché chilien, le Service Economique de Santiago vous propose différentes prestations, en particulier :

- *Test sur l'offre* : évaluer la réaction des contacts locaux à votre offre de produits ou services - tarifs compris entre 1 100 et 3 300 € HT.

- *Mission de prospection* : organisation d'un programme de rendez-vous pour rencontrer les contacts locaux et présenter vos produits ou services (entre 1 100 et 3 300 € HT).

Participez à la mission collective sur le thème de la reconstruction du Chili !

Dans la continuité de la journée d'information organisée à UBIFRANCE le 29 avril dernier, Madame Anne-Marie Idrac, Secrétaire d'Etat chargée du Commerce Extérieur, a souhaité qu'une délégation d'entreprises l'accompagne sur le terrain au Chili du 20 au 23 juillet 2010, afin de rencontrer les autorités politiques et économiques du pays, ainsi que des entreprises et opérateurs chiliens, nouer concrètement des contacts commerciaux et participer à la reconstruction du pays.

© 2010 – Ubifrance et les Missions Economiques

Toute reproduction, représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse d'Ubifrance et des Missions Economiques, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par l'article L.335-2 du code de la propriété intellectuelle.

Clause de non-responsabilité :

Ubifrance et les Missions Economiques ne peuvent en aucun cas être tenues pour responsables de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication dans un but autre que celui qui est le sien, à savoir informer et non délivrer des conseils personnalisés. Les coordonnées (nom des organismes, adresses, téléphones, télécopies et adresses électroniques) indiquées dans ce document ont été vérifiées avec le plus grand soin. Ubifrance et les Missions Economiques ne sauraient en aucun cas être responsables d'éventuels changements.



Editeur : Service économique de Santiago du Chili correspondant du réseau Ubifrance et les Missions économiques
Adresse :: Carmencita 79, Las Condes
SANTIAGO DU CHILI 6760234 - CHILI

Directeur de la publication : Yves Cadilhon
Revue par : Xavier Fraval de Coatparquet

Date de parution : 01/06/2010
ISSN : Portail Marchés Extérieurs - 1638-1610
Tarif annuel (11 numéros) : 77 € H.T.

Abonnement en ligne

<http://www.ubifrance.fr/prestations/conseil/marches-et-secteurs.html>